Désinformation : l'UNESCO appelle à réguler les plateformes numériques

Page 6



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 1 Mars 2023

7 jrs/7

N°2143 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Mali: Le projet de Constitution remis au président Goïta

Page 2

Kénya: les autorités veulent mobiliser 24 milliards de dollars de recettes fiscales pour 2023/24



Page 4

Burkina Faso/ Insécurité à Partiaga: Des ressortissants donnent de la voix



Page 5

MALI

Le projet de Constitution remis au président Goïta

Le lundi 27 février a eu lieu la remise solennelle du projet de Constitution au président de la Transition malienne, le Colonel Assimi Goïta. Le compte-rendu de cette cérémonie qui s'est déroulée à Bamako a été établi par le service de communication de la présidence du pays.



Le président Goïta (droite) recevant le projet de Constitution des mains du Coordinateur Fousseyni Samaké (gauche)

Outre le chef de l'Etat, plusieurs autres personnalités maliennes ont pris part à cette rencontre, indique le communiqué. Dans son mot introductif, le Coordinateur de la Commission de finalisation du projet de Constitution, Fousseyni Samaké, a d'emblée remercié tous ses collaborateurs. Il a par la suite décliné la méthode de travail qui a prévalu tout au long de la quinzaine de jours qui leur étaient donnés pour la réalisation de ce travail. Abordant le fond de leur travail, il a fait savoir que ce document avant d'être finalisé a reçu de nombreux amendements. Certaines dispositions de l'avant-projet ont été simplement reformulées et des rajouts ont été également faits, a-t-il relevé.

Aboutissement d'un renouveau démocratique

Aencroire Fousseyni Samaké, grâce à ces amendements, le nombre d'articles de l'avant-projet finalisé a légèrement baissé. Ainsi, a-t-il précisé, le projet remis comporte 191 articles contre 195 pour l'avant-projet. Avant de passer à la remise solennelle au président Goïta, il a émis le vœu que ce document soit « l'acte fondateur d'un Mali nouveau ». Naturellement satisfait, le chef de l'Etat malien a estimé que l'activité du jour était l'aboutissement d'un processus de renouveau démocratique. « Le document final, que je viens de recevoir aujourd'hui, cristallisera, à n'en pas douter, l'espoir de la nation tout entière quant à l'instauration d'une véritable démocratie », a déclaré Assimi Goïta. De son avis, la base juridique du Mali Koura se raffermit progressivement. Cependant, a-t-il relativisé, l'édifice national ne tiendra définitivement qu'avec l'engagement de tous et de chacun,

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE



PUBLICITÉ ENTREPRISE

DONNEZ
UNE
VISIBILITÉ
SANS
PRÉCÉDENT
À
VOS
AFFAIRES

Contactez-nous : +226 70210208 / +33 644 670 000
+1 (206) 800-0070
E-mail : contact@sc-mail.info

KENYA

Les autorités veulent mobiliser 24 milliards de dollars de recettes fiscales pour 2023/24



L'année dernière, Ruto a relancé une proposition visant à imposer des impôts plus élevés aux super-riches et aux hauts revenus du Kenya

Le président kenyan William Ruto a engagé une politique d'assainissement budgétaire et vise à mobiliser plus de 24 milliards de dollars de recettes fiscales pour l'année 2023/24. Cette politique qui doit s'articuler sur plusieurs angles pour atteindre l'objectif visé.

Le plan de mobilisation des recettes fiscales présenté par le président William Ruto va toucher plusieurs foyers de l'économie, dont l'augmentation des impôts; le ciblage des tricheurs et l'élargissement de l'assiette fiscale. Le Kenya vise des recettes fiscales supérieures à 17,8 % du PIB en 2023/2024 et supérieures à 18 % du PIB à moyen terme. Dans le cadre de son plan de redressement économique, Nairobi a jeté son dévolu sur une collecte de recettes de 3 billions de Ksh (24 milliards de dollars) par l'Autorité fiscale du Kenya (KRA) au cours de l'exercice 2023/2024 et de 4 billions de Ksh à moyen terme grâce à l'administration et à la politique de réformes fiscales, rapporte The East African. Dans ce cadre, le secteur informel va jouer un rôle prépondérant dans l'atteinte des objectifs dont le potentiel de ce secteur est estimé à 2,8 billions de Ksh (22,4 milliards de dollars). Il y a également les taxes sur les propriétés locatives, selon la déclaration de politique budgétaire du gouvernement

La suite à la page 5

La suite de la page 4

kenyan de 2023. Selon notre source, le Trésor national du Kenya a également proposé d'intégrer le système fiscal de la KRA aux entreprises de télécommunications pour surveiller les transactions d'argent mobile en temps réel suite à des préoccupations concernant une éventuelle sous-déclaration des transactions. D'autres mesures visent à ce que les douanes et le contrôle des frontières tirent parti de la technologie et de l'analyse améliorée des données. En décembre 2022, le FMI avait débloqué 447,39 millions de dollars pour le Kenya dans le cadre de sa politique de soutien budgétaire. Le prêt, qui a été approuvé en avril 2021, vise à soutenir le programme du Kenya visant à remédier aux vulnérabilités de la dette, à la réponse à la pandémie de Covid-19 et aux chocs mondiaux, et à améliorer la gouvernance et les réformes économiques plus larges.

Lucien DAKISSAGA

Insécurité à Partiaga: Des ressortissants donnent de la voix



Saïdou Sinini (premier plan) et ses camarades ont invité les autorités à se pencher sérieusement sur la situation sécuritaire de Partiaga

Dans la matinée du lundi 27 février, des ressortissants de la commune rurale de Partiaga ont animé un point de presse à Ouagadougou. Au cœur des échanges, l'attaque terroriste survenue la veille dans cette localité située dans la région de l'Est du pays.

Le dimanche 26 février, des hommes armés non identifiés ont fait une incursion à Partiaga. Au lendemain des faits, des ressortissants de cette partie du pays ont tenu à donner de la voix. Ils ont d'emblée déploré le silence des autorités nonobstant les multiples alertes auparavant émises sur les réseaux sociaux. Abordant les causes de cette attaque, les conférenciers ont pointé du doigt le départ du détachement militaire et de la brigade territoriale de la gendarmerie de Partiaga. Toute chose qui selon eux aurait précipité cette attaque. « Comme s'ils savaient ce qui allait arriver, les Forces de défense et de sécurité

La suite à la page 6

La suite de la page 5

(FDS) ne reviendront plus jamais jusqu'à ce que le pire survienne, c'est-à-dire l'attaque barbare du dimanche matin », a analysé Saïdou Sinini, porte-parole des ressortissants de Partiaga.

Bilan non encore disponible

Néanmoins, a-t-il reconnu, des frappes aériennes ont très souvent été menées par les forces armées nationales en réaction aux mouvements des groupes armés terroristes. A propos de l'attaque proprement dite, ces ressortissants ont décrit un scénario d'horreur tant les terroristes ont tout décimé sur leur passage. Quarante huit heures après cet incident, soit le 28 février, le Gouverneur de la région de l'Est a réagi par le biais d'un communiqué. Dans cette note, le Colonel Hubert Yaméogo a informé les populations que « des actions de sécurisation sont en cours et qu'un bilan de l'attaque sera établi dès que possible ». Face à ce « drame », ce Haut commis de l'Etat a tenu à présenter ses condoléances au peuple burkinabè et l'a par ailleurs invité à la résilience.

Abdoul Karim TAPSOBA

Désinformation : l'UNESCO appelle à réguler les plateformes numériques

Récemment, l'Unesco a organisé à Paris, une conférence publique sur le thème : « Pour un Internet de confiance » dont l'objet a été de trouver des solutions face à la désinformation qui gagne du terrain sur le numérique.

Environ 4.300 personnes ont participé à cette conférence publique de haut niveau qui s'est tenue en France (Paris). Première de ce type dans le monde, la rencontre a été marquée entre autres par la participation du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, la lauréate du prix Nobel de la paix 2021 Maria Ressa et de la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Audrey Azoulay. Selon les Nations unies, toutes les personnalités réunies ont souligné le besoin urgent de lignes directrices communes à l'échelle mondiale pour améliorer la fiabilité des informations tout en protégeant les droits de l'homme. « L'effacement des frontières entre le vrai et le faux, le déni très organisé des faits scientifiques, l'amplification de la désinformation et des conspirations - tout cela n'est pas né sur les réseaux sociaux. Mais, en l'absence de régulation, ils y prospèrent bien mieux que la vérité », a prévenu Audrey Azoulay dans son discours d'ouverture. « Ce n'est qu'en prenant la pleine mesure de cette révolution technologique que nous pourrons faire en sorte qu'elle ne sacrifie pas les droits de l'homme, la liberté d'expression et la démocratie. Pour que l'information reste un bien commun, nous devons réfléchir et agir maintenant, ensemble », a-t-elle insisté, selon notre source. De son côté, la journaliste Maria Ressa, lauréate du prix Nobel de la paix 2021, a déclaré que « Les mensonges se propagent plus rapidement que les faits. Pour une raison quelconque,

La suite à la page 7

SOCIETE

La suite de la page 6



les faits sont vraiment ennuyeux. Les mensonges surtout lorsqu'ils sont empreints de peur, de colère, de haine, de tribalisme , nous contre eux, se répandent. Ils mettent le feu aux poudres ». Elle a souligné que si nous continuons à tolérer les algorithmes des médias sociaux qui récompensent les mensonges, les générations futures hériteront d'un monde dans lequel la vérité a été dangereusement dévaluée. « Sans faits, vous ne pouvez pas avoir de vérité, sans vérité, vous ne pouvez pas avoir de confiance, et nous n'avons pas de réalité partagée », a-t-elle dit. La conférence rentre dans un cadre de dialogue mondial lancé par l'UNESCO en vue d'élaborer les premières lignes directrices mondiales pour la réglementation des médias sociaux afin d'améliorer la fiabilité de l'information et de promouvoir les droits de l'homme en ligne. Elle a réuni des gouvernements, régulateurs indépendants, entreprises numériques, universités et société civile, selon le service de communication des Nations unies. Les lignes directrices seront lancées par l'UNESCO en septembre 2023. La directrice générale de l'UNESCO a indiqué que 55 pays travaillent déjà sur des initiatives réglementaires. Pour ce faire, elle a plaidé pour une approche cohérente et globale, fondée sur les droits de l'homme pour faire de l'internet un outil qui soit véritablement au service du public et qui contribue à garantir le droit à la liberté d'expression, un droit qui inclut le droit de chercher et de recevoir des informations.

Lucien DAKISSAGA

BURKINA FASO

Déclaration suite à une embuscade contre une unité militaire sur l'axe Oursi – Déou

C'est avec une profonde affliction que le MBDHP (a accueilli la nouvelle de l'embuscade tendue contre une unité de nos forces de défense et de sécurité (FDS) sur l'axe Oursi-Déou, dans la province de l'Oudalan, région du Sahel, le 17 février 2023, par des éléments de groupes armés terroristes (GAT).

Selon un bilan établi par l'Etat-major Général des Armées (EMGA), dans un communiqué en date du 20 février 2023, cette attaque a occasionné malheureusement la mort de cinquante et un (51) éléments des FDS et plusieurs blessés.

En ces moments extrêmement douloureux pour la Nation entière, le MBDHP salue respectueusement la mémoire des vaillants soldats tombés, présente ses condoléances les plus attristées aux familles des disparus ainsi qu'à la grande famille de l'Armée nationale et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Malgré l'engagement des FDS sur le terrain, nous assistons toujours hélas, à des attaques terroristes à travers des embuscades et l'utilisation d'engins explosifs improvisés contre des patrouilles et des positions de FDS et de Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), ainsi qu'à des assassinats de personnes civiles dans de nombreuses localités de notre pays.

Ces dures épreuves ne devraient en aucun cas émousser l'esprit de résilience, à fortiori entamer l'engagement du peuple burkinabè à vaincre l'hydre terroriste qui, voilà déjà huit (8) années, endeuille nos villes et campagnes.

C'est pourquoi, une fois de plus, le MBDHP :

1. **condamne** sans équivoque l'attaque du 17 février 2023 ainsi que l'ensemble des attaques terroristes, barbares et d'une sauvagerie inouïe, qui nient le droit à la vie, compromettent la paix et la sécurité et visent, in fine, la destruction même de l'Etat de droit.

2. **invite instamment le gouvernement** à :

- assumer en toute responsabilité sa mission régalienne de sécurisation de l'ensemble du territoire national et de protection des personnes et de leurs biens ;
- asseoir une stratégie de lutte

La suite à la page 9

La suite de la page 8

antiterroriste qui favorise une large adhésion et une implication effective et efficiente des populations sur l'ensemble du territoire national ;

- veiller, dans ce contexte de lutte contre le terrorisme, à conformer les pratiques des Forces de sécurité aux principes des droits humains et aux règles de l'Etat de droit, afin de favoriser la nécessaire collaboration des populations, pour la victoire et la reconquête totale du territoire national ;
- œuvrer à l'amélioration des conditions d'existence des personnes déplacées internes (PDI) ainsi que des populations vivant dans les zones à fort défi sécuritaire en leur apportant davantage aide et assistance et en assurant un accès humanitaire effectif à leur profit ;
- œuvrer, à moyen et long termes, à la conception et à la mise en œuvre d'une véritable politique de développement harmonieux et équitable de l'ensemble des régions du Burkina, à l'effet de dissiper chez les populations tout sentiment d'abandon ou de délaissement.

3. **appelle ses militants** et les populations en général à :

- s'organiser, en vue de contribuer à la lutte contre l'insécurité dans ses diverses formes, en particulier ces attaques terroristes qui endeuillent et traumatisent notre pays ;
- dénoncer, rejeter et extirper de leurs comportements, toutes attitudes pouvant contribuer à aggraver la situation sécuritaire actuelle ;
- œuvrer davantage à cultiver la cohésion entre les différentes composantes (ethniques, religieuses, etc.) de notre peuple, afin d'éviter le piège de la division, dans lequel tentent de nous faire tomber les forces du mal et leurs parrains.

Non à l'insécurité, source de violations des droits humains !

Oui à la mise en œuvre d'une véritable politique de lutte contre le terrorisme !

Ouagadougou, le 21 février 2023

Le Comité exécutif national

ANNONCE


BOURSES D'ÉTUDES 2023
OTC
Valeur de la bourse : 50% du montant des frais de la formation
✓LICENCE
✓MASTER
✓MBA
Date limite : 30 mars
Téléphone : +226 70200248
WhatsApp : +226 79200026
E-mail :
bourses@otc-mail.com
otc@otc-mail.com
Rentrée : 15 avril
www.formationenligne.org

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Kenya: Le président William Ruto veut désarmer les éleveurs



Le président William Ruto souhaite interdire l'usage des armes à feu par les éleveurs pour garder leurs troupeaux. Le chef de l'État fait cette annonce dix jours après avoir déployé l'armée kényane dans le nord de la Rift Valley, où les cas d'attaques armées et de vols de bétails sont en hausse. « Laissez les armes aux forces de sécurité «, c'est l'appel lancé dimanche 26 février par le président kényan. William Ruto souhaite encadrer plus strictement l'usage des armes à feu, afin qu'il soit réservé aux individus possédant une licence. Il exhorte donc les propriétaires de troupeaux à utiliser désormais des bâtons pour mener leur bétail.

Sénégal: Ismaïla Touré, membre de Touré Kunda et légende de la musique sénégalaise, est décédé



smaïla Touré, l'un des membres fondateurs du célèbre groupe musical Touré Kunda, est décédé lundi 27 février à l'âge de 73 ans. Son groupe, mythique, a contribué à la renommée de la musique sénégalaise et africaine dans les années 1970-1980. C'est sa famille, dans un communiqué, qui a annoncé la triste nouvelle, lundi 27 février : « Ismaïla est décédé ce matin, à l'âge de 73 ans, des suites d'une longue maladie à Paris. « « Ismaïla Touré était une musicien, un artiste, un père et un ami aimé. Il a laissé une empreinte indélébile dans le monde de la musique et de la culture. Nous sommes fiers de son héritage et de toutes les contributions qu'il a apportées tout au long de sa vie «, poursuit la famille.

Algérie et Russie pour un renforcement de leur coopération militaire



L'Algérie et la Russie ont discuté lundi d'un renforcement de leur coopération militaire, lors d'une visite à Alger du secrétaire du Conseil de sécurité russe, Nicholaï Patrouchev, a indiqué le ministère de la Défense algérien. Le responsable russe, accompagné d'une importante délégation, s'est entretenu avec le chef d'état-major de l'armée algérienne Said Chanegriha de «l'état de la coopération militaire entre les armées des deux pays et les moyens de son renforcement», selon un communiqué du ministère. M. Patrouchev, cité dans le communiqué, a affirmé pour sa part que son pays œuvrait à «renforcer davantage» les relations entre l'Algérie et la Russie.

Sénégal: le rôle des religieux dans l'espace public fait débat dans le pays



Au Sénégal, certains jeunes critiquent ouvertement ce qu'ils considèrent comme un silence des religieux face aux abus du pouvoir, fait savoir la Voix de l'Amérique (VOA). Une nouvelle posture qui inquiète fortement les plus âgés qui sont témoins de l'importance des guides religieux dans la société sénégalaise, indique VOA.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

RDC : 66 détenus morts en 2 mois dans la prison de Makala à Kinshasa



Soixante-six détenus sont morts depuis le 1er janvier à Makala, la grande prison de la capitale congolaise Kinshasa, à cause de leurs conditions de détention, selon un responsable d'une organisation locale de défense des droits humains en République démocratique du Congo (RDC). Ils sont morts de malnutrition, par étouffement, ou encore par manque de soins, explique à l'AFP le militant Emmanuel Cole, un défenseur des droits des prisonniers qui effectue des visites régulières dans les centres de détention.En rappel, la prison de Makala a été construite à l'époque coloniale pour une capacité de 1 500 personnes, ce centre pénitentiaire compte actuellement 10 790 détenus.

Libye : l'ONU lance une initiative pour des élections en 2023



L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Abdoulaye Bathily, a annoncé lundi dernier le lancement d'une «initiative» pour l'organisation d'élections présidentielle et législatives dans le pays cette année. «J'ai décidé de lancer une initiative visant à permettre l'organisation et la tenue d'élections présidentielle et législatives en 2023», a déclaré le Sénégalais devant le Conseil de sécurité de l'ONU. «A cet égard, je prévois d'établir un panel de pilotage de haut niveau pour la Libye». La Libye est plongée dans une crise politique majeure depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Deux gouvernements rivaux se disputent aujourd'hui le pouvoir, l'un installé à Tripoli, reconnu par l'ONU et l'autre à Syrte (centre). L'Est et une partie du Sud sont contrôlés de facto par le maréchal Khalifa Haftar.

Virus de Marburg : deux nouveaux décès en Guinée équatoriale



La Guinée équatoriale a enregistré deux nouveaux décès liés à la maladie à virus de Marburg, une fièvre hémorragique presque aussi meurtrière qu'Ebola, portant le bilan à 11 morts, selon un communiqué du gouvernement diffusé mardi à la télévision d'Etat. Le 13 février, le pays avait annoncé la mort de neuf personnes entre le 7 janvier et le 7 février de la maladie à virus de Marburg. Il s'agit de la «toute première épidémie à virus de Marburg» dans ce pays, a indiqué l'OMS, qui a convoqué une réunion d'urgence le 14 février. Le virus de Marburg se transmet à l'homme par les chauves-souris frugivores et se propage dans l'espèce humaine par contact direct avec les fluides corporels des personnes infectées, ou avec les surfaces et les matériaux. Il n'existe aucun vaccin ou traitement antiviral approuvé pour traiter le virus.

Kenya: l'Assemblée dénonce un jugement sur les droits des LGBTQ+



Au Kenya, le président de l'Assemblée nationale dénonce un jugement de la Cour suprême, nous apprend Africanews. Cette dernière a reconnu à la communauté LGBTQ+ le droit de former un groupe de pression, mais pour Moses Wetangula, le Kenya, bien que laïc, est très religieux et il revient donc à la plus haute juridiction du pays de défendre «la moralité publique», indique le média.

COMMUNIQUÉ

SECRÉTARIAT EXÉCUTIF DU G5 SAHEL

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN (E) ASSISTANT (E) PROJET DE POUR LE SECRÉTARIATEXÉCUTIF DU G5 SAHEL

Le G5 Sahel, organisation créée en 2014 pour promouvoir le Développement et la Sécurité dans l'espace des 5 pays du Sahel que sont la Mauritanie, le Niger, le Tchad, le Mali et la Mauritanie a très tôt compris l'importance de la question du genre dans l'atteinte de ses objectifs. Ainsi, le programme d'investissement prioritaire (PIP) 2019-2021 n'a pas négligé cet aspect et l'évaluation de sa mise en œuvre a montré l'intérêt de renforcer cette action dans le cadre de la réactualisation en cours.

La stratégie adoptée pour stabiliser nos pays accorde une priorité aux actions de développement local, à travers des soutiens aux communautés transfrontalières ainsi qu'aux actions militaires. Malgré l'engagement militaire sans cesse croissant des éléments des Forces de défense et de sécurité nationales (FDS) et régionales avec le soutien des partenaires internationaux, la situation au Sahel continue de se détériorer au fil des années. Les populations civiles, en particulier les femmes, les jeunes et les enfants sont les premières victimes des violences perpétrées, par des groupes extrémistes violents, des milices d'autodéfense, des groupes criminels.

C'est dans ce cadre que le Secrétariat exécutif avec le soutien financier de Open Society Fondations for Africa (OSF-Africa) mettra en œuvre un projet qui a pour objectif de contribuer au renforcement de la sécurité à travers la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans l'espace G5 Sahel. Par ailleurs, et toujours dans le souci de renforcer le département Gouvernance sur le volet lutte contre la radicalisation et extrémisme violent ainsi que le volet développement local et protection des droits humains cherche des candidats(es) qualifiés(es) pour le poste d'assistant(e) projet en matière de consolidation de la paix, de prévention de la radicalisation et extrémisme violent, et de protection des droits humains et cohésion sociale. Pour ce faire, le projet aura comme principale mission de promouvoir la cohésion sociale fondée sur le développement socioéconomique et la restauration de la sécurité dans l'espace sahélien.

DESCRIPTION DU POSTE :

Le ou la titulaire du poste est placé (e) sous l'autorité du Chef du Département Gouvernance et la supervision du Chef de la Division Jeunesse, Genre et lutte contre l'Extrémisme Violent SE du G5 Sahel aura pour missions de:

- Soutenir la mise en œuvre de toutes les activités du projet liées à la prévention de la radicalisation et extrémisme violent et à l'amélioration de la cohésion sociale ;
- Veiller à ce que des stratégies de sensibilisation et de plaidoyer soient mises en place pour renforcer les capacités des communautés visées par le projet ;
- Travailler en étroite collaboration avec l'équipe de gestion du projet, s'assurer que la mise en œuvre du projet se déroule dans les délais, les objectifs et le budget prévus sont respectés, et que des preuves soient recueillies pour démontrer l'impact du projet ;
- Participer activement à la sélection et au ciblage des activités dans les zones d'intervention du projet et assurer une bonne communication avec les acteurs locaux ;
- Participer à l'analyse de la situation et le contexte des zones d'intervention pour aider à concevoir, planifier, préparer quantitativement et qualitativement la mise en œuvre des activités du projet ;
- Aider l'équipe de gestion à s'assurer que les communautés locales ont été consultées sur toutes les activités du projet et adapter toutes les mesures de soutien à la cohésion sociale ;
- Mettre régulièrement à jour le plan de travail du projet avec le coordonnateur et le superviseur du projet en s'assurant que le projet reste sur la bonne voie ;
- Soutenir la production de rapports mensuels/trimestriels selon les besoins, y compris des recommandations sur les difficultés rencontrées, à soumettre au superviseur ;
- Travailler en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion et les équipes de suivi, d'évaluation (S&E) pour soutenir un processus de Suivi et évaluation ;
- Soutenir la production des résultats du projet au niveau national et régional, selon les besoins et en collaboration avec l'Unité de gestion du projet.
- Contribuer au suivi et à la préservation de chaque dossier, que ce soit sur le terrain ou dans les archives papier,
- Développer des actions de communication, et d'information sur le projet et aider à sa bonne visibilité.

QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES

CRITÈRES DE SÉLECTION

- Diplôme de master ou équivalent dans un domaine pertinent (sciences sociales, études africaines, résolution de conflits, développement communautaire, sciences politiques, gestion de projets, communication) ou dans un domaine connexe ;
- Avoir au minimum trois (03) années d'expérience de travail continu sur la protection des droits humains, Radicalisation et lutte contre l'Extrémisme violent et promotion de la cohésion sociale ou dans un domaine connexe.

COMPÉTENCES

- Bonne expérience professionnelle en matière de plaidoyer et de promotion de politiques publiques ;
- Bonne connaissance de la thématique de Radicalisation et extrémisme violent, Cohésion sociale et Développement et du nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP).

EXIGENCES DU POSTE :

- Excellente maitrise du cycle de projet et outils pour la promotion de la cohésion sociale dans le contexte du programme ;
- Bonne maîtrise des méthodes et outils de pilotage de projet ;
- Bonne connaissance du fonctionnement des organisations internationales ;
- Expérience de travail dans un milieu multiculturel est souhaitable ;
- Bonnes capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ;
- Compétences avérées en communication ;
- Excellente aptitude à planifier et à organiser ;

2

COMMUNIQUÉ

- Aptitude à travailler sous pression dans un environnement exigeant ;
- Esprit d'équipe ;
- Collaboration : collabore efficacement avec les partenaires et les bénéficiaires ;
- Créativité et initiative : recherche activement de nouvelles façons d'améliorer les programmes ;
- Une parfaite maîtrise du français et une bonne connaissance de l'anglais. La connaissance des langues locales est un plus.

NB : Le poste est un contrat local ouvert aux ressortissant(e)s des pays membres du G5 Sahel.

Le dossier de candidature se compose des éléments suivants :

- Une lettre de motivation ;
- Un Curriculum Vitae détaillé.
- Une copie des diplômes, certificats et attestations de travail ;
- Les coordonnées de trois (03) personnes de référence.

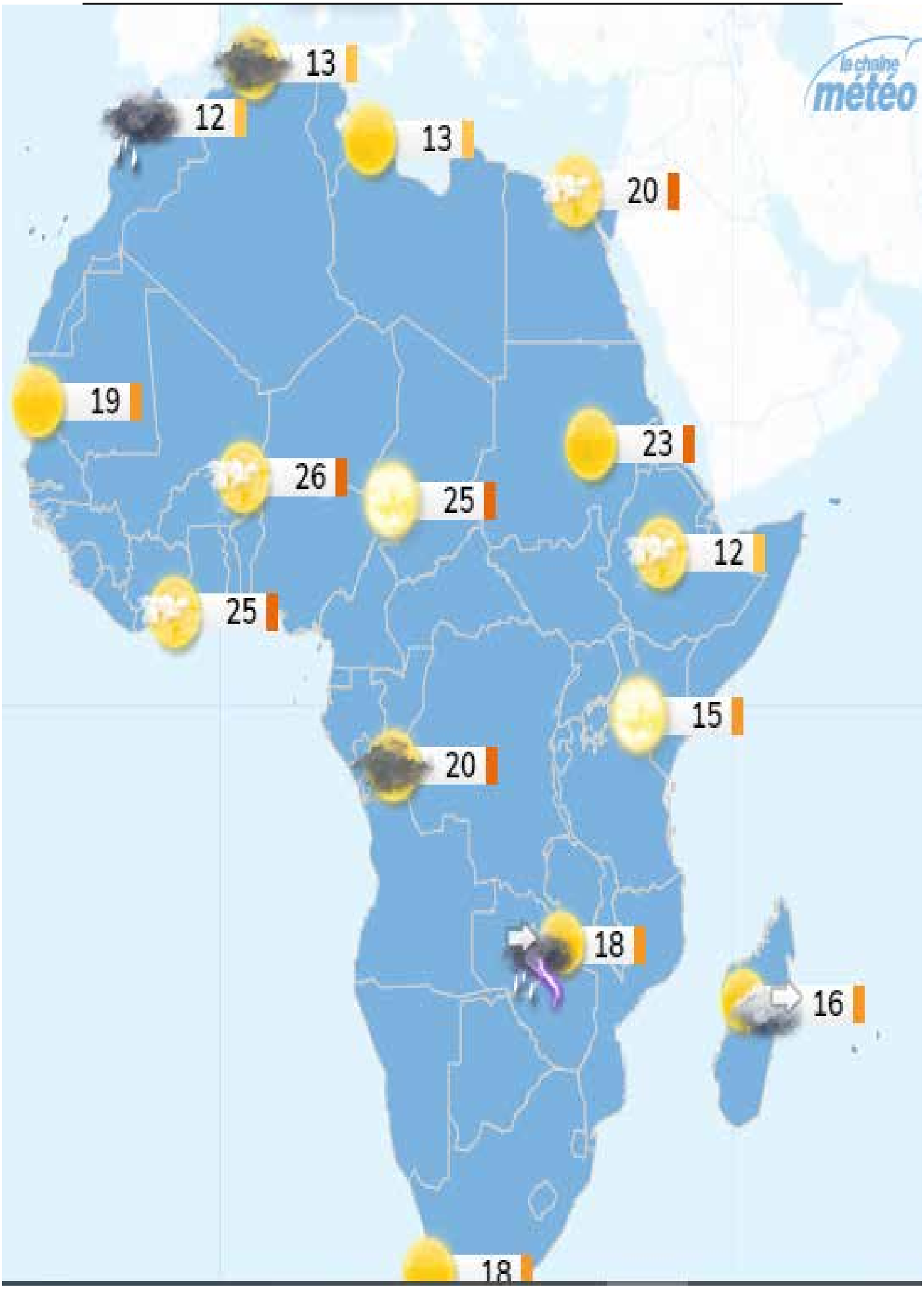
Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur candidature au Secrétariat Exécutif du G5 Sahel par mail à l'adresse suivante : dept.gouvernance@g5sahel.org en indiquant dans l'objet de l'email le titre : « **Candidature au poste d'Assistant (e) projet**» au plus tard le **jeudi 16 mars 2023 à17h**.
Pour qu'une candidature soit considérée comme valide, le dossier doit être complet.
Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

N.B. Seuls les candidats(es) sélectionnés(es) seront contacté(e)s.

3

Scanné avec CamScanner

METEO



HOROSCOPE DU JOUR

BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Les dépenses incontrôlées affectent ton amour-propre. Ne te laisse pas emporter par ce sentiment désagréable et sache que tu es plus que capable d'économiser. Quel que soit le plan que tu proposeras, ton équipe te suivra. N'y pense pas à deux fois et demande l'approbation de ton patron.

TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Tu devras débourser une certaine somme pour réparer ces dommages à la maison. Ne t'en fais pas, cela aurait coûté plus cher de le faire toi-même. Continue à accumuler des bons points avec ton patron et bientôt, tu recevras cette promotion tant attendue.

GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

Fais attention à tes numéros porte-bonheur. La chance est peut-être à tes côtés aujourd'hui. Tu vivras un important conflit au sein de ton environnement professionnel. Ne t'en fais pas, cela n'aura rien à voir avec toi, même si cela aura des répercussions.

CANCER (21 juin - 22 juillet)

Ne te conforme pas avec un salaire bas. Essaie de trouver une autre source de revenus en ligne. Ce collègue de travail est comme une bénédiction pour toi. Tu pourrais aujourd'hui lui rendre son aide en lui demandant s'il a besoin de quelque chose.

LION (23 juillet - 23 août)

Pourquoi ne vends-tu pas tous ces vêtements que tu ne portes plus ? Tu seras bouche bée en voyant la quantité d'argent que tu pourrais obtenir avec cette simple action. Tu travailleras beaucoup aujourd'hui, mais tu le feras avec tant de plaisir que cela ne te dérangera même pas.

VIERGE (24 août- 22 septembre)

Réduit le temps passé sous la douche et tu verras ta facture d'eau et d'électricité chuter à la fin du mois. Essaie aujourd'hui de travailler main dans la main avec ce collègue qui est toujours félicité par ton patron. Tu apprendras beaucoup.

BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Tu finis toujours par regretter de ne pas l'avoir fait au moment-même. Si quelqu'un t'offre une opportunité financière, ne dis pas non. Tu n'aimes pas manquer le travail, mais la raison du jour sera extrêmement importante. Cela ne te portera pas préjudice, ne t'en fais pas.

SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Tes revenus mensuels sont devenus réguliers, tout comme tes dépenses. Continue comme ça. Tu devras remettre un projet dans un délai très court. Essaie de respecter le temps imparti, on te teste.

SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Reste vigilant, quelqu'un pourrait aujourd'hui essayer de t'arnaquer. Essaie de te concentrer aujourd'hui. Ton patron te surveillera de près

CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Commence à visualiser ta vie comme si tu étais un entrepreneur. Tu ne sais jamais ce que le destin peut te réserver. Ouvre ton esprit et essaie le travail collaboratif. Plusieurs esprits ensemble peuvent créer des choses incroyables.

VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Tu devrais commencer à évaluer si tu prends les bonnes décisions concernant tes finances. Ta famille et tout ce qui y est lié est très important, mais ne les laisse pas t'empêcher de bien travailler. C'est très dangereux.

POISSONS (20 février- 20 mars)

Si tu te sens perdu dans le domaine financier, n'hésite pas à demander l'aide professionnelle d'un conseiller financier. Tu auras besoin de l'aide de tes collègues aujourd'hui. N'essaie pas de toujours faire cavalier seul.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque Cameroun
viaPRESSE.com Europe - Amerique
Cdiscount France
MONKIOSK.com Côte d'Ivoire
fnac Europe
viapress.be Belgique
SOGAPRESSE Gabon
ePresse Europe - Amerique
Cultura France
emediaplace Afrique
France loisirs France
scopalto Europe
orange Tous les pays Orange
Tego
YouScribe Tous les pays qui ont Orange Money